

Chypre, le vrai visage de l'euro



MAS – Portugal - le 26 mars 2013

Chypre, une petite île de moins d'un million d'habitants, fait la Une des journaux en Europe et dans le monde. Il ne s'agit pas de ses plages, ses températures douces et ses eaux claires, mais des mesures de guerre économique que la Troïka a lancées sur le pays.

Dans la nuit du 15 mars, l'Eurogroupe – la réunion des ministres des Finances de la zone euro – a lancé un vrai Blitzkrieg sur ce pays. Comme condition pour l'octroi d'un paquet « d'aide » de 10 milliards d'euros à Chypre, dont le système financier avait été durement touché par les négociations de la dette grecque, une « taxe sur les comptes en banque », d'une valeur de 5,8 milliards d'euros, fut exigée. Le samedi 16 au matin, contrairement à ce qui se passe d'habitude, les banques chypriotes n'ont pas ouvert. Les guichets étaient fermés et les retraits d'argent limités afin de permettre le prélèvement d'une « taxe » de 9,9 % sur les dépôts au-dessus de 100 000 € et de 6,7 % sur les autres. Au moment de la rédaction de cet article, plus de dix jours plus tard, les banques chypriotes étaient toujours fermées, sans date d'ouverture prévue.

L'attaque contre Chypre a montré le vrai visage de la monnaie unique et de ce que Merkel et ses sbires sont prêts à faire pour se sauver... toujours avec une bonne excuse : si l'austérité dans les pays actuellement sous intervention serait justifiée par « la paresse des gens du Sud » ; dans ce cas-ci, le pillage serait légitime du fait que Chypre est un paradis fiscal plein de capitaux russes d'origine douteuse. Mais les plus grands *offshores* européens, qui regorgent de capitaux russes, se trouvent en Angleterre ; et la *city* de Londres n'a fait l'objet d'aucune mesure de ce genre. Les paradis fiscaux sont maintenus et encouragés par les banques de tous les pays. Ils ont servi à des détournements colossaux, comme ce fut le cas de la Banque Portugaise d'Affaires (BPN), à travers l'Europe. En réalité, Chypre est la plus récente victime du processus de colonisation du sud de l'Europe, mené par la BCE et le FMI, au service de l'Allemagne, des financiers européens et américains et de leurs disputes géopolitiques avec l'oligarchie russe.

L'Europe étonnée par le spectre chypriote

La décision prise unanimement par l'Eurogroupe [...] montre jusqu'où veulent aller les puissances centrales et leurs valets de la périphérie, dont le gouvernement du PSD/CDS au Portugal, pour sauver la monnaie unique. Le plan de la Troïka se révèle ainsi crûment : transférer la richesse des pays visés par l'intervention vers les créanciers internationaux – la banque. Quand le temps manque pour opérer des réductions de salaire et des hausses d'impôt, la Troïka va directement aux comptes d'épargne. A partir de cette décision fatidique de l'Eurogroupe, la menace du pillage forcé de l'épargne a commencé à planer sur les pays faisant l'objet d'une intervention. Les ministres des finances européens affirment que Chypre est un cas unique, comme ils le disaient déjà de la Grèce.

L'Europe s'indigne et la Troïka fait marche arrière

Une mesure de cette nature ne pouvait manquer de provoquer une onde de choc largement incontrôlable. L'indignation et la peur ont envahi toute l'Europe. Les ministres de plusieurs pays ont été appelés à rendre des comptes ; des dirigeants que l'on ne pourrait soupçonner d'être contre l'austérité, comme Cavaco Silva, ont manifesté leur consternation ; la confiance dans le système bancaire a été ébranlée, non seulement parmi les

travailleurs mais aussi parmi les petits et moyens entrepreneurs et investisseurs. La Russie, soucieuse de préserver son capital et sa position à Chypre, a haussé le ton. Gazprom, la multinationale qui contrôle le gaz naturel russe, a proposé de payer la rançon chypriote et l'Eglise orthodoxe du pays s'est dite prête à hypothéquer ses biens pour payer la dette.

Le Parlement chypriote, s'appuyant sur ce mouvement et essayant de rester politiquement à flot, fit une chose inédite : il rejeta à l'unanimité la mesure de la Troïka. Le gouvernement refusa de toucher aux comptes inférieurs à 100 000 €. En moins de 48 heures, la Troïka fut contrainte de faire marche arrière. Elle ne le fit que partiellement, mais ce fut significatif. Malgré la mollesse de la position du Parlement chypriote, qui malgré tout acceptait l'intervention sur le pays et ses banques, ce fut une claque dans un gant de velours non seulement à Bruxelles et Berlin, mais aussi aux gouvernements de Lisbonne, de Dublin, d'Athènes et de Madrid. Il est devenu clair que ce n'est pas rejeter l'action de la Troïka qui plonge le pays dans le chaos, mais l'accepter.

Après plus de dix jours, les banques n'ont pas ouvert leurs portes ni les Chypriotes abandonné la rue. Et la Troïka et l'Eurogroupe, qui ont essayé de façon ridicule de se laver les mains comme si de rien n'était, ont perdu des plumes en faisant marche arrière. Tout indique que les comptes en dessous des 100 000 € seront, pour l'instant, intouchables, et qu'en compensation, les comptes au-dessus de 100 000 € seront « taxés » à 30 %. L'euro a tremblé et s'est fragilisé, mais il est loin de tomber. La monnaie unique est de plus en plus le Deutschemark étendu à toute la zone euro. Et Merkel va se battre, et y mettre le prix s'il le faut, comme le fait actuellement la BCE, pour maintenir l'euro.

Les leçons provisoires de la tragédie chypriote

Le mythe « l'euro ou le chaos » a été mortellement blessé. Les partisans de la monnaie unique et tout ceux qui croient en ses vertus, à droite comme à gauche, puisaient leurs arguments dans la menace du chaos financier, qui résulterait d'une sortie de l'euro des pays sous intervention, pour défendre le paiement des dettes dites souveraines et les mesures d'austérité consécutives. Pour de nombreux économistes et politiciens, la sortie de l'euro était synonyme d'un scénario similaire à celui vécu en Argentine en 2001 : les banques, à guichets fermés, prises d'assaut ; le système financier en faillite ; la fuite des capitaux et la ruine de l'épargne. Pourtant, c'est ce qui se passe en Chypre aujourd'hui, non parce qu'elle veut sortir de l'euro, mais bien parce qu'elle veut y rester. La décision du Parlement chypriote montre que le rejet des mesures de la Troïka est le seul moyen d'imposer la volonté du peuple aux créanciers et de sauvegarder la souveraineté nationale. En réalité, la position du Parlement chypriote n'est qu'un aperçu, encore trop petit, du courage nécessaire pour affronter l'Allemagne et les créanciers ; mais ce fut suffisant pour laisser loin derrière les « bons élèves » qui préparèrent le naufrage du Portugal.

C'est à Chypre, plus fragile et plus exposé, qu'incombait le rôle de montrer l'avenir réservé aux pays périphériques de l'euro. Les mesures d'urgence nécessaires pour résoudre la situation à Chypre sont similaires – en dépit de toutes ses spécificités – à celles qui peuvent empêcher le Portugal, la Grèce, l'Espagne ou l'Italie de devenir de nouveaux protectorats économiques. Nous devons rejeter les plans de la Troïka et suspendre le paiement de la dette extérieure, afin de disposer des fonds pour payer les salaires et créer des emplois. Un audit de la dette est nécessaire : il faut juger et arrêter les politiciens qui l'ont créée. Ces mesures de sauvetage des travailleurs et des peuples mènent nécessairement à la sortie de l'euro. La seule issue est de revenir aux monnaies nationales, de récupérer la souveraineté nationale et d'établir des relations économiques et commerciales solidaires et équitables entre les pays du Sud. Toute négociation avec les créanciers ne peut être envisagée que sur la base de ce projet. Une négociation qui n'est pas au service des gens conduit toujours à l'austérité et la subordination.

Manuel Afonso